

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

12 NOVEMBRE 1996

PROPOSITION DE RESOLUTION

**relative à l'exécution de
Ken Saro-Wiwa par les
autorités nigérianes**

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR MME **Lisette CROES**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 25 avril 1996, la Chambre, réunie en séance plénière, a décidé à l'unanimité de renvoyer la proposition de résolution à la commission des Relations

(1) Composition de la Commission :

Président : M. de Donnée.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Cauwenberghs, Eyskens, Van Hecke, Mme Verhoeven.
P.S. MM. Grosjean, Harmegnies, Meureau.
V.L.D. MM. De Croo, Eeman, Versnick.
S.P. Mme Croes-Lieten, M. Van der Maelen.
P.R.L.- MM. de Donnée, Simonet.
F.D.F.
P.S.C. M. Gehlen.
Vl. M. Lowie.
Blok
Agalev/M. Van Dienderen.
Ecolo

B. — Suppléants :

MM. De Crem, Ghesquière, Mme Hermans, MM. Moors, Van Erps.
MM. Borin, Henry, Larcier, Moriau.
MM. Chevalier, Daems, Lahaye, Valkeniers.
Mme Dejonghe, MM. Schellens, Schoeters.
MM. Bacquelaine, Michel, Reynders.
MM. Beaufays, Mairesse.
MM. Huysentruyt, Van den Eynde.
M. Decroly, Mme Schüttringer.

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Borginon

Voir :

- 472 - 95 / 96 :

- N° 1 : Proposition de résolution.
- N° 2 : Rapport.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

12 NOVEMBER 1996

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de executie van
Ken Saro-Wiwa door de
Nigeriaanse autoriteiten**

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR MEVR. **Lisette CROES**

DAMES EN HEREN,

Op 25 april 1996 heeft de Kamer, in plenaire vergadering bijeen, eenparig beslist het voorstel van resolutie terug te zenden naar de commissie voor de

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer de Donnée.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Cauwenberghs, Eyskens, Van Hecke, Mevr. Verhoeven.
P.S. HH. Grosjean, Harmegnies, Meureau.
V.L.D. HH. De Croo, Eeman, Versnick.
S.P. Mevr. Croes-Lieten, H. Van der Maelen.
P.R.L.- HH. de Donnée, Simonet.
F.D.F.
P.S.C. H. Gehlen.
Vl. H. Lowie.
Blok
Agalev/H. Van Dienderen.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. De Crem, Ghesquière, Mevr. Hermans, HH. Moors, Van Erps.
HH. Borin, Henry, Larcier, Moriau.
HH. Chevalier, Daems, Lahaye, Valkeniers.
Mevr. Dejonghe, HH. Schellens, Schoeters.
HH. Bacquelaine, Michel, Reynders.
HH. Beaufays, Mairesse.
HH. Huysentruyt, Van den Eynde.
H. Decroly, Mevr. Schüttringer.

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. H. Borginon

Zie :

- 472 - 95 / 96 :

- N° 1 : Voorstel van resolutie.
- N° 2 : Verslag.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

extérieures, après que la SA Belgian Shell eut demandé à être entendue.

Lors de l'échange de vues auquel a donné lieu en séance plénière la décision de ce renvoi, il avait été souhaité que la commission puisse de la sorte récolter toutes les informations possibles.

La commission a dès lors décidé de procéder à des auditions. Ont été entendus, lors de la réunion du 19 juin 1996 :

— au nom de la SA Belgian Shell : MM. Jan TIMMERMAN, président, et Marc BRYKMAN, responsable des affaires européennes;

— au nom du *Movement for the Survival of the Ogoni people* (MOSOP) : M. Lazarus TAMANA, président du MOSOP-UK;

— au nom de l'association « *Milieudefensie* » (*Friends of the Earth Nederland*) : Mme Irene BLOEMINK;

— au nom d'Amnesty International : M. Philippe HENSMANS et Mme Montserrat CARRERAS, respectivement président et chargé des relations extérieures d'Amnesty International Belgique francophone.

La commission a terminé l'examen de la proposition le 6 novembre 1996.

*
* *

I. — AUDITION DES REPRESENTANTS DE SHELL

1. Exposé introductif

(Cet exposé a été illustré par une projection vidéo. Les représentants de Shell ont également remis aux membres une copie des « principes de conduite » adoptés par les sociétés du groupe *Royal Dutch / Shell*.)

La société Shell Petroleum Development Company of Nigeria (SPDC) est l'une des six principales compagnies pétrolières présentes dans ce pays. Elle est l'opérateur de la plus grande association de production pour le compte des sociétés Nigerian National Petroleum Corporation (55 %), Shell (30 %), Elf (10 %) et Agip (5 %).

La SPDC emploie directement plus de 5 000 personnes (dont 300 non-Nigériens), à quoi s'ajoutent quelque 20 000 personnes liées par contrat. Plus de la moitié du personnel nigérien vient du delta du Niger proprement dit et a grandi dans les communautés où se situent les activités de production.

L'apport de la SPDC au Nigeria au fil des années est triple :

Mentionnons tout d'abord la contribution de Shell à l'ensemble de la nation. Plus de 90 % des revenus nets de chaque baril sont versés au Nigeria. Il ne

Buitenlandse Betrekkingen nadat de NV Belgian Shell gevraagd had om te worden gehoord.

Tijdens de gedachtenwisseling in plenaire vergadering waartoe die beslissing tot terugzending aanleiding had gegeven, werd de wens uitgesproken dat de commissie aldus alle mogelijke inlichtingen zou inwinnen.

De commissie heeft derhalve beslist hoorzittingen te houden. Op de vergadering van 19 juni 1996 werden de volgende personen gehoord :

— namens de NV Belgian Shell : de heren Jan TIMMERMAN, voorzitter, en Marc BRYKMAN, verantwoordelijke voor Europese aangelegenheden;

— namens de *Movement for the Survival of the Ogoni people* (MOSOP) : de heer Lazarus TAMANA, voorzitter van de MOSOP-UK;

— namens de vereniging « *Milieudefensie* » (*Friends of the Earth Nederland*) : mevrouw Irene BLOEMINK;

— namens Amnesty International : de heer Philippe HENSMANS en mevrouw Montserrat CARRERAS, respectievelijk voorzitter en gelastigde voor de externe betrekkingen van *Amnesty International Belgique*.

De commissie heeft de bespreking van het voorstel beëindigd op 6 november 1996.

*
* *

I. — HOORZITTING MET DE VERTEGENWOORDIGERS VAN SHELL

1. Inleidende uiteenzetting

(Die uiteenzetting werd geïllustreerd met een videoprojectie. De vertegenwoordigers van Shell hebben de leden ook een exemplaar bezorgd van de « Verklaring van Algemene Beleidsuitgangspunten » die door de maatschappijen der Koninklijk/Shell Groep is aangenomen.)

De Shell Petroleum Development Company of Nigeria (SPDC) is een van de zes grootste oliemaatschappijen die in dit land aanwezig zijn. Ze is de operator van de grootste produktie-associatie voor rekening van de maatschappijen Nigerian National Petroleum Corporation (55 %), Shell (30 %), Elf (10 %) en Agip (5 %).

De SPDC stelt rechtstreeks meer dan 5 000 personen te werk (waaronder 300 niet-Nigeriaanse) en daarnaast nog ongeveer 20 000 contractueel gebonden personen. Meer dan de helft van het Nigeriaanse personeel is afkomstig van de eigenlijke Nigerdelta en is opgegroeid in gemeenschappen waar zich de produktie-activiteiten bevinden.

De inbreng van de SPDC in Nigeria in de loop der jaren is drievoudig :

We vermelden op de eerste plaats de bijdrage van Shell tot het hele land. Meer dan 90 % van de netto inkomsten van elk vat olie wordt aan Nigeria gestort.

revient pas à Shell ni aux autres partenaires privés de déterminer comment il convient que le Nigeria utilise leur contribution au budget national : cette décision est de la compétence exclusive du Nigeria. Shell n'en a pas moins pris publiquement position en ce domaine, en soulignant que la part dévolue aux 6 millions d'habitants des régions productrices de pétrole était insuffisante. Sans doute cette prise de position n'est-elle pas étrangère à la part accrue de recettes dont bénéficient désormais les régions productrices de pétrole, part qui est passée de 1,5 % à 3 % (en 1992) et devrait, selon une déclaration faite en octobre 1995, atteindre 13 %.

Ensuite vient une contribution directe à l'économie locale du delta. Outre les emplois créés par la SPDC et ses sous-traitants directs, cette contribution locale prend également la forme d'un programme d'aide à la communauté. Ce programme est le plus important de ceux menés par les différentes compagnies Shell dans le monde. En 1995, plus de 20 millions de \$ ont été dépensés dans le cadre de ce programme. Aux projets tels le programme d'assistance agricole (entamé voici 25 ans en territoire Ogoni), sont venus récemment s'ajouter la construction d'hôpitaux, de routes et divers programmes d'adduction d'eau potable.

Enfin, le Nigeria bénéficie d'un transfert de technologie important. Un programme étendu de formation technique est assuré par des formations outremer du personnel. Malgré les circonstances très difficiles que connaît le Nigeria aujourd'hui, Shell respecte son éthique des affaires, qui s'applique partout dans le monde.

La question des Ogoni

Les Ogoni occupent un territoire restreint mais très peuplé du delta du Niger, à l'intérieur de l'Etat de Rivers. Avant le retrait de Shell du territoire Ogoni, au début de l'année 1993, les cinq grands gisements pétrolifères de la région produisaient près de 1,5 % du pétrole nigérian.

Le « *Movement for the Survival of the Ogoni People* » (MOSOP-Mouvement pour la survie du peuple Ogoni) fait campagne, depuis quelques années, pour obtenir une plus large part des recettes fédérales et pour une plus grande autonomie. Les revendications du MOSOP ont été consignées dans la « Déclaration des Droits des Ogoni », rédigée en 1990. Ces revendications, essentiellement politiques, s'adressent en première instance au gouvernement nigérian. Les accents de la campagne se sont ensuite déplacés vers des demandes de compensations dans le domaine de l'environnement. Ces nouvelles revendications visent explicitement Shell, dans l'espoir de donner un retentissement international au problème. De ce fait, la SPDC a été contrainte en janvier 1993, face aux menaces qui pesaient sur son personnel, de quitter le

Het komt Shell of de andere privé-partners niet toe te bepalen hoe Nigeria hun bijdrage aan de nationale begroting moet gebruiken : daarvoor is enkel Nigeria bevoegd. Niettemin heeft Shell hierover in het openbaar een standpunt ingenomen en benadrukt dat het deel bestemd voor de 6 miljoen inwoners van de olieproducerende regio's onvoldoende was. Deze stellingname is waarschijnlijk niet vreemd aan het grotere aandeel in de inkomsten dat voortaan bestemd is voor de olieproducerende regio's; dat aandeel ging van 1,5 % naar 3 % (in 1992) en zou volgens een verklaring van oktober 1995 tot 13 % moeten stijgen.

Ten tweede is er een rechtstreekse bijdrage tot de plaatselijke economie van de delta. Naast de werkgelegenheid die wordt gecreëerd door de SPDC en haar rechtstreekse onderaannemers, heeft deze bijdrage ook de vorm van een hulpprogramma voor de gemeenschap. Dit programma is het belangrijkste dat door de Shell-bedrijven overal ter wereld wordt gevoerd. In 1995 werd meer dan 20 miljoen dollar uitgegeven in het kader van dit programma. Deze projecten, waaronder een programma voor hulp bij de landbouw dat nu 25 jaar geleden op het grondgebied van de Ogoni werd gestart, werden onlangs aangevuld met de bouw van ziekenhuizen, wegen en verschillende programma's voor de aanvoer van drinkwater.

Ten slotte geniet Nigeria ook een belangrijke technologie-overdracht. Een uitgebreid programma voor technische opleiding omvat overzeese opleidingen voor het personeel. Ondanks de heel moeilijke tijden die Nigeria vandaag doormaakt, respecteert Shell zijn zakelijke ethiek die overal ter wereld geldt.

Het vraagstuk van de Ogoni

De Ogoni bewonen een beperkt maar dichtbevolkt gebied van de delta van de Niger in de deelstaat Rivers. Voor de terugtrekking van Shell uit het grondgebied van de Ogoni begin 1993, produceerden de vijf grote olievelden van de regio bijna 1,5 % van de Nigeriaanse olie.

De « *Movement for the Survival of the Ogoni People* » (MOSOP-beweging voor het overleven van de Ogoni) voert al enkele jaren campagne om een groter aandeel te krijgen van de federale inkomsten en voor een grotere autonomie. De eisen van de MOSOP werden opgesomd in de « Verklaring van de Rechten van de Ogoni » die in 1990 werd opgesteld. Deze voornamelijk politieke eisen zijn in eerste instantie tot de Nigeriaanse regering gericht. Het zwaartepunt van de campagne is vervolgens verschoven naar vragen om compensaties op het vlak van het milieu. Die nieuwe eisen waren uitdrukkelijk tot Shell gericht in de hoop het probleem internationale weerklank te geven. Hierdoor was de SPDC in januari 1993 wegens bedreiging van haar personeel gedwongen het grondgebied van de Ogoni te verlaten.

territoire Ogoni. Depuis lors, le territoire Ogoni ne produit plus de pétrole et ne brûle plus de gaz.

Shell déplore vivement les événements récemment survenus en territoire Ogoni : les massacres ont atteint le sommet de l'horreur avec les exécutions du 10 novembre 1995.

Un certain nombre d'accusations ont alors été lancées à l'encontre de Shell, essentiellement de n'avoir rien fait pour empêcher ce qui s'est passé. Rien n'est plus faux. En fait, au cours du procès, Shell n'a cessé de clamer publiquement que les accusés avaient droit à être jugés d'une manière équitable et dans le respect des lois. Lorsque le verdict a été rendu public, Shell a publiquement dit que l'exécution de la peine de mort entraverait le processus de réconciliation en territoire Ogoni. Le président de Shell a aussi envoyé en son nom personnel une lettre au chef du gouvernement nigérian, dans laquelle il implorait ce dernier, pour des raisons humanitaires, de faire preuve de clémence.

La SPDC et l'environnement

Indéniablement, le delta du Niger connaît des problèmes en matière d'environnement. Il est tout aussi évident que la SPDC et l'industrie pétrolière sont partiellement responsables de ces problèmes. Encore convient-il de relativiser les choses. Il est faux de prétendre que l'ensemble de la région a été « dévastée ». Les activités de Shell, par exemple, n'ont concerné que 0,3 % du territoire du delta (0,7 % en territoire Ogoni).

Shell a par ailleurs mis en œuvre un programme indépendant d'étude environnementale du delta du Niger, avec l'appui d'un grand nombre d'intervenants, parmi lesquels les communautés elles-mêmes jouent un rôle essentiel.

Malheureusement, il arrive que des fuites de pétrole surviennent accidentellement, et ces accidents sont une réelle source de pollution pour l'environnement, sans que l'on puisse pour autant parler de dévastation. Toutes ces fuites, pourtant, ne sont pas liées à des défaillances : 25 % d'entre elles environ résultent de sabotages et ce pourcentage atteignait même 60 % dans le territoire Ogoni lorsque Shell y était présente. Certains des auteurs de ces sabotages cherchent, par leur actes, à obtenir des indemnités. Dans d'autres cas, il s'agit d'actions politiques.

Depuis quelques années, la SPDC renouvelle à grands frais son infrastructure de production, pour la rendre conforme aux normes internationales modernes.

En outre, plus de 650 millions de dollars sont consacrés à la mise à niveau de deux terminaux d'exportation de pétrole brut. Ces deux terminaux deviendront ainsi les plus modernes et les plus perfectionnés au monde en termes de technique d'environnement.

La combustion des gaz à la torchère constitue un réel défi. Le problème tient à ce que le gaz se présente souvent comme un produit associé à la production du

Sindsdien produceert het gebied van de Ogoni geen olie meer en wordt er geen gas meer afgefakkeld.

Shell betreurt de gebeurtenissen die zich recent hebben voorgedaan bij de Ogoni ten eerste; de slachtingen hebben een macaber hoogtepunt bereikt met de executies van 10 november 1995.

Shell kreeg vervolgens een aantal beschuldigingen te verwerken, voornamelijk dat ze niets zouden ondernomen hebben om de gebeurtenissen te verhinderen. Niets is minder waar. In feite is Shell in de loop van het geding openlijk blijven stellen dat de beklagden recht hadden op een billijk proces met naleving van de wet. Toen het vonnis openbaar werd gemaakt, heeft Shell openlijk gezegd dat de voltrekking van de doodstraf het verzoeningsproces in het grondgebied van de Ogoni zou schaden. De voorzitter van Shell heeft ook in eigen naam een brief gestuurd naar de leider van de Nigeriaanse regering waarin hij deze vroeg om op basis van humanitaire redenen blijk te geven van clementie.

De SPDC en het milieu

De delta van de Niger kent onbetwistbaar ecologische problemen. Het is even duidelijk dat de SPDC en de olie-industrie gedeeltelijk verantwoordelijk zijn voor deze problemen. Toch moet men alles relativeren. Het is onjuist te beweren dat de hele streek « verwoest » werd. De activiteiten van Shell betroffen bijvoorbeeld slechts 0,3 % van het grondgebied van de delta (0,7 % van het Ogoni-grondgebied).

Shell heeft overigens het onafhankelijke programma voor milieu-onderzoek van de delta van de Niger opgericht met de steun van vele betrokkenen, waarbij de gemeenschappen zelf een belangrijke rol spelen.

Het gebeurt helaas dat olielekken per ongeluk voorkomen, en deze ongevallen zijn een reële bron van vervuiling voor het milieu zonder dat men echter over verwoesting kan spreken. Maar niet al die lekken zijn aan fouten te wijten : ongeveer 25 % ervan zijn het resultaat van sabotage, en dat percentage liep zelfs op tot 60 % in het Ogonigrondgebied toen Shell daar aanwezig was. Sommige daders van deze sabotage azen hiermee op schadevergoedingen. In andere gevallen gaat het om politieke acties.

Sinds enkele jaren besteedt de SPDC aanzienlijke bedragen aan de vernieuwing van haar produktie-infrastructuur om ze in overeenstemming te brengen met de hedendaagse internationale normen.

Bovendien werd meer dan 650 miljoen dollar besteed aan de upgradering van twee exportterminals voor ruwe olie. Die twee terminals zullen zo de modernste en meest geperfectioneerde ter wereld worden op het vlak van milieutechniek.

Het affakkelen vormt een echte uitdaging. Het probleem is dat dit gas vaak een nevenprodukt is bij de produktie van aardolie. Dit soort gas wordt even-

pétrole. Or, ce type de gaz est très peu utilisé au Nigéria et dans les pays voisins.

Une des techniques mises en œuvre pour résoudre ce problème est celle dite de la réinjection de gaz dans les structures rocheuses. La plupart des réservoirs nigériens, toutefois, ne se prêtent pas techniquement et de façon sûre à ce type de solution.

Shell construit dès lors une usine nigérienne de gaz naturel liquéfié, destiné à l'exportation. Ceci permettra de réduire de 45 % la combustion des gaz à la torchère.

Shell a été critiquée pour avoir poursuivi ses investissements dans cette usine, plutôt que de se retirer en signe de protestation contre le gouvernement nigérien. En fait, pourtant, les dividendes de cet investissement ne commenceront à être engrangés qu'à partir de 2007. Dès lors, un retrait ne nuirait en rien au gouvernement nigérien actuel. Par contre, il nuirait directement à l'environnement et aux personnes dont la santé peut être compromise par ce niveau de brûlage, ainsi qu'aux 6 000 personnes employées dans le cadre de ce projet.

Collusion avec les militaires

Shell est résolument opposée à la violence et a fréquemment condamné publiquement le recours à cette dernière par toutes les parties. Il est vrai que le Nigeria connaît un niveau de criminalité élevé; Shell est dès lors contrainte de défendre son personnel en adoptant les mesures de sécurité appropriées.

Il est faux, toutefois, de prétendre que Shell utilise les forces de sécurité pour se faciliter la vie lorsqu'elle est confrontée aux protestations de la communauté locale. La compagnie en a fait la démonstration éclatante au cours de la grève de 1994, lorsque, faisant fi du risque qu'elle prenait ce faisant, a déclaré qu'elle n'était pas disposée à travailler sous la protection des militaires afin de reprendre la production.

Face aux troubles auxquels elle est parfois confrontée dans les communautés locales, Shell s'efforce avant toute chose de promouvoir la compréhension et le réalisme par le dialogue. Si elle n'est plus en mesure d'exploiter une installation dans des conditions suffisantes de sécurité et de sérénité, elle ferme celle-ci et la production ne reprend que moyennant l'accord sans réserve des communautés.

Que se passerait-il si Shell partait ?

A la lueur des tragiques événements récents, on peut comprendre que certains soient tentés de « punir » le Nigeria, voire Shell elle-même. Plusieurs appels ont été lancés en vue d'amener Shell à quitter le pays.

Shell ne peut, matériellement, partir en emportant ses installations de production dans ses soutes, pas davantage qu'elle ne peut retirer du personnel, mis à part les 300 ressortissants étrangers. Elle ne

wel heel weinig gebruikt in Nigeria en zijn buurlanden.

Een van de toegepaste technieken om dit probleem op te lossen is de zogenaamde herinspuiting van het gas in de rotsstructuren. De meeste Nigeriaanse olievoorraden lenen zich technisch en wat betrouwbaarheid betreft niet tot dit soort oplossing.

Shell bouwt bijgevolg een Nigeriaanse fabriek van vloeibaar gemaakt aardgas voor de uitvoer. Daardoor kan het affakkelen met 45 % worden vermindert.

Op Shell is kritiek geleverd omdat de maatschappij haar investeringen in die fabriek heeft voortgezet, in plaats van zich terug te trekken uit protest tegen de Nigeriaanse overheid. De resultaten van deze investeringen zullen echter pas vanaf 2007 zichtbaar worden. Een terugtrekking zou de huidige Nigeriaanse overheid dus absoluut geen schade berokkenen. Ze zou echter wel rechtstreeks schade toebrengen aan het milieu en aan de mensen wiens gezondheid bedreigd kan worden door dit soort verbranding, en aan de 6 000 personen die zijn tewerkgesteld in het kader van dit project.

Conflict met de militairen

Shell is resoluut gekant tegen geweld en heeft vaak publiekelijk het geweld van alle partijen veroordeeld. Het is juist dat Nigeria een hoog criminaliteitspeil kent; Shell ziet zich bijgevolg genoodzaakt in Nigeria zijn personeel te beschermen met passende veiligheidsmaatregelen.

Het is echter niet correct dat Shell de veiligheidstroepen gebruikt als gemakkelijksoplossing wanneer het geconfronteerd wordt met het protest van de lokale gemeenschap. De maatschappij heeft dat overtuigend bewezen tijdens de staking van 1994, toen ze, zonder acht te slaan op de risico's die ze liep, verklaarde dat ze niet wou werken onder de bescherming van de militairen om de produktie op-nieuw op te starten.

Gelet op de onlusten in de lokale gemeenschappen waarmee Shell af en toe wordt geconfronteerd, poogt de maatschappij in de eerste plaats tot begrip en realiteitszin te komen via een dialoog. Als ze een installatie niet langer kan exploiteren in een voldoende veilige en kalme omgeving, sluit ze die en wordt de produktie pas hervat met de onvoorwaardelijke goedkeuring van de gemeenschappen.

Wat zou er gebeuren mocht Shell vertrekken ?

In het licht van de recente tragische gebeurtenissen valt het te begrijpen dat sommigen Nigeria en zelfs Shell zelf willen « straffen ». Er werden verschillende oproepen gelanceerd om Shell ertoe aan te zetten het land te verlaten.

Materieel gezien kan Shell niet vertrekken en zijn produktie-installaties gewoon meenemen; Shell kan ook geen personeel terugtrekken, behalve dan de 300 buitenlanders. Shell kan evenmin de personen

peut non plus contraindre les personnes qu'elle laisserait derrière elle à mettre fin à la production de pétrole, car une telle décision risquerait de mettre ces personnes dans une situation intenable. Le pétrole continuerait à s'écouler aux niveaux actuels, mais le déclin s'amorcerait progressivement si les niveaux d'investissement se réduisaient à la suite du retrait. En considérant la situation sous cet angle, force est de se demander si le départ de Shell serait bénéfique au Nigérien moyen ou contribuerait à un quelconque progrès politique.

2. Questions et observations des membres

M. Van Dienderen estime que la responsabilité de Shell dans la pollution qui dévaste le territoire Ogoni est bel et bien engagée. Non seulement la combustion permanente des gaz à la torchère — et les graves nuisances qui en découlent — dure-t-elle depuis des années, mais les conditions de l'exploitation pétrolière dans le Tiers Monde sont très éloignées des critères imposés dans les pays développés. Comment expliquer sinon que 40 % des fuites enregistrées par Shell le soient au Nigeria, alors que ce pays ne représente qu'un septième de la production de Shell ?

A travers le film projeté à la commission, Shell a mis en avant les initiatives qu'elle prend en faveur des populations locales. En fait, il s'agit là plutôt d'exceptions. La réalité est faite au contraire de compensations négligeables en cas de catastrophe, de cohésion avec des forces policières répressives, de pots-de-vin, d'achats de témoin (par exemple, dans le procès de Ken Saro-Wiwa).

Dans ces conditions, la seule réponse envisageable est la mise en place d'un embargo pétrolier.

L'intervenant pose ensuite les questions suivantes :

— Au-delà de son intention de moderniser son infrastructure pour la rendre moins polluante, Shell envisage-t-elle de verser des compensations aux populations locales ?

— Respectera-t-elle dorénavant les normes d'exploitation européennes au Nigéria ?

— La population locale — soit, en l'occurrence, le MOSOP — sera-t-elle représentée dans les structures à créer ?

— N'est-il pas hypocrite de dire qu'un départ de Shell du Nigéria serait préjudiciable à la poignée d'employés ogoni de la compagnie, alors que l'activité de cette dernière entrave quotidiennement la vie de milliers de leurs compatriotes dans ses besoins les plus essentiels (pêche, agriculture, ...) ?

— Shell utilisera-t-elle son influence auprès des autorités nigérianes pour tenter d'obtenir la libération des autres Ogoni condamnés ?

M. Borginon estime que le problème évoqué dépasse le cas de Ken Saro-Wiwa. Celui-ci a valeur d'exemple et il doit conduire à s'interroger sur les normes

die het zou achterlaten dwingen om de olieproductie stil te leggen, want een dergelijke beslissing zou die mensen in een onhoudbare situatie kunnen brengen. De olie zou blijven vloeien tegen het huidige peil, maar er zou geleidelijk een verval optreden als het investeringspeil zou krimpen wegens de terugtrekking. Als men de toestand uit dat oogpunt bekijkt, kan men zich afvragen of het vertrek van Shell gunstig zou zijn voor de modale Nigeriaan of zou bijdragen tot enige politieke vooruitgang.

2. Vragen en opmerkingen van de leden

De heer Van Dienderen is van oordeel dat Shell wel degelijk aansprakelijk is voor de vervuiling die het grondgebied van de Ogoni verwoest. Niet alleen gaan de permanente affakkeling van gas en de ernstige hinder die daardoor wordt veroorzaakt al jaren door, maar bovendien wijken de voorwaarden voor de exploitatie van petroleum in de Derde Wereld sterk af van de criteria die in de ontwikkelde landen worden opgelegd. Hoe valt anders te verklaren dat 40 % van de door Shell geregistreerde lekken in Nigeria plaatsvinden, terwijl dat land slechts een zevende van de produktie van Shell vertegenwoordigt ?

In de film die tijdens de commissievergadering is vertoond, belicht Shell de initiatieven die ten gunste van de plaatselijke bevolking worden genomen. In feite zijn dat evenwel uitzonderingen. In werkelijkheid worden in geval van een ramp verwaarloosbare vergoedingen uitbetaald, wordt er samengespannen met repressieve politiediensten, wordt er smeergeld betaald, worden getuigen gekocht (bijvoorbeeld in het proces van Ken Saro-Wiwa).

Onder die omstandigheden vormt een olie-embargo de enige oplossing.

De spreker stelt daarna de volgende vragen :

— Is Shell van plan om, afgezien van de modernisering van de infrastructuur ten einde ze minder vervuילend te maken, tevens vergoedingen te betalen aan de plaatselijke bevolking ?

— Zal Shell voortaan in Nigeria de Europese exploitatienormen naleven ?

— Zal de plaatselijke bevolking — of in dit geval de MOSOP — vertegenwoordigd zijn in de nog op te richten structuren ?

— Is het niet hypocriet te stellen dat een vertrek van Shell uit Nigeria nadelig zou zijn voor het handvol Ogoni-werknemers van de maatschappij, terwijl de activiteiten van die maatschappij dagelijks duizenden van hun landgenoten beroven van hun dringende levensbehoeften (visvangst, landbouw...) ?

— Zal Shell haar invloed bij de Nigeriaanse overheid aanwenden om de vrijlating van de overige veroordeelde Ogoni te bewerken ?

De heer Borginon is van oordeel dat het aangehaalde probleem het geval Ken Saro-Wiwa overstijgt. Die zaak moet een voorbeeld zijn en moet ertoe leiden dat

qui sont celles des compagnies multinationales quand elles investissent dans le Tiers Monde.

Il convient que les pays développés fassent pression pour améliorer, d'une manière générale, les conditions de production dans les pays de Tiers Monde.

M. Gehlen récuse la doctrine de non-intervention dans la vie politique locale avancée par les représentants de Shell : il s'agit en l'occurrence de non-assistance à des personnes en danger de mort.

Il rappelle que la proposition de résolution dénonce « l'absence d'une compensation suffisante pour la destruction des terres et des récoltes dans le pays ogoni par les compagnies pétrolières, et notamment la Royal Dutch Shell » (Doc. n° 472/1, p. 3). Certes, les représentants de cette société ont fait état d'une compensation offerte. Mais celle-ci a-t-elle respecté l'échelle africaine des valeurs ?

Par ailleurs, c'est par la création d'un Fonds de restauration de l'environnement (cf. le point 10 de la proposition) que la mort de Ken Saro-Wiwa pourrait trouver un sens. La société Shell est-elle prête à participer à la création d'un tel fonds ?

3. Réponses des représentants de Shell

Il faut rappeler que les vraies responsabilités incombent en tout état de cause au gouvernement nigérian.

En ce qui concerne les problèmes environnementaux, Shell ne se juge responsable que d'une partie des problèmes constatés.

Elle se déclare par contre prête à procéder à un nettoyage dès que la situation se sera normalisée.

En ce qui concerne les normes appliquées, la mise en place partout dans le monde de normes identiquement sévères doit constituer l'objectif à long terme. Il apparaît toutefois douteux qu'il soit d'ores et déjà possible de faire respecter les normes européennes par les travailleurs africains.

Au Nigéria, la production a de toute manière été entamée il y a une cinquantaine d'années et une partie des installations reflète les normes qui étaient celles de cette époque. Shell développe actuellement un important programme de modernisation, qui doit permettre de respecter les normes actuelles. Le gouvernement nigérian a par ailleurs imposé de nouveaux critères, fondés sur les normes américaines. Ceux-ci auraient dû entrer en vigueur en mai 1996, mais le programme de modernisation accuse un certain retard.

Quant à une éventuelle intervention de Shell sur le plan politique, elle aurait été en contradiction avec les principes prônés, dans le chef de sociétés commerciales, par les Nations Unies elles-mêmes.

we ons bezinnen over de normen die multinationale ondernemingen hanteren bij investeringen in de Derde Wereld.

De ontwikkelde landen moeten druk uitoefenen opdat de produktieomstandigheden in de Derde Wereld algemeen gezien zouden verbeteren.

De heer Gehlen verwierpt de doctrine van non-interventie in het plaatselijke politieke leven die de vertegenwoordigers van Shell huldigen : in dit geval komt dat neer op het niet-verlenen van bijstand aan personen in levensgevaar.

Hij brengt in herinnering dat het voorstel van resolutie protesteert tegen « de inadequate schadevergoeding voor het vernietigen van het land en gewassen in Ogoni-land door de oliemaatschappijen en met name door Royal Dutch Shell » (Stuk n° 472/1, blz. 3). De vertegenwoordigers van die maatschappij hebben wel gezegd dat een schadevergoeding werd aangeboden. Hield die vergoeding evenwel rekening met de Afrikaanse waardeschaal ?

Voorts kan door de oprichting van een fonds voor milieuherstel (zie punt 10 van het voorstel) zin worden gegeven aan de dood van Ken Saro-Wiwa. Is de onderneming Shell bereid mee te werken aan de oprichting van een dergelijk fonds ?

3. Antwoorden van de vertegenwoordigers van Shell

Er moet in herinnering worden gebracht dat de echte aansprakelijkheid in ieder geval bij de Nigeriaanse overheid ligt.

Met betrekking tot het milieu is Shell is van oordeel dat het slechts voor een gedeelte van de vastgestelde problemen verantwoordelijk is.

De maatschappij verklaart evenwel dat ze bereid is de regio op te ruimen zodra de toestand is genormaliseerd.

Met betrekking tot de normen die worden toegepast, moet op lange termijn worden gestreefd naar de instelling van identieke, strenge normen op wereldschaal. Het is evenwel twijfelachtig of het mogelijk is de Afrikaanse werknemers de Europese normen te doen naleven.

In Nigeria is zowat vijftig jaar geleden gestart met de oliewinning en een gedeelte van de installaties beantwoordt nog aan de normen van die tijd. Shell heeft evenwel een uitgebreid moderniseringsprogramma gestart, dat het mogelijk moet maken aan de huidige normen te voldoen. De Nigeriaanse regering heeft trouwens nieuwe criteria opgelegd, gebaseerd op de Amerikaanse normen. Die criteria hadden normaal gezien in mei 1996 in werking moeten treden, maar het moderniseringsprogramma heeft vertraging opgelopen.

Een eventuele tussenkomst van Shell op politiek gebied zou voorts in strijd geweest zijn met de beginselen die de Verenigde Naties zelf aan de handelsondernemingen hebben aanbevolen.

II. — AUDITION DU REPRESENTANT DU MOSOP

L'attitude de la société Shell au Nigéria se caractérise par le refus de répondre au problème posé. Shell rejette toute responsabilité sur le gouvernement nigérian, en feignant d'ignorer que ce sont précisément ses activités pétrolières qui ont des conséquences dramatiques pour les populations concernées et que les mesures d'intimidation et de répression exercées par le gouvernement nigérian y sont bel et bien liées.

En ce qui concerne les dommages causés à l'environnement, l'étude dont ont fait état les représentants de la société Shell est en fait dépourvue de crédibilité. Son auteur a d'ailleurs démissionné. D'une manière générale, Shell a l'habitude de commander à des journalistes des articles et des rapports orientés.

En réalité, la pollution et ses conséquences sont dramatiques. Il est par exemple devenu impossible de pêcher. Les émissions de gaz dans l'air sont considérables et, contrairement aux allégations des représentants de Shell, rien n'est fait qui permettrait de les réduire réellement.

La Royal Dutch Shell n'a pas davantage indemnisé les populations locales, alors qu'elle leur a retiré leurs moyens mêmes d'existence. Elle n'a pas non plus pris contact avec le MOSOP, pourtant dûment mandaté par le peuple ogoni depuis 1993.

Enfin, la soi-disant neutralité politique de la société Shell est quotidiennement démentie par les faits, la compagnie pétrolière ayant eu partie liée avec le pouvoir nigérian depuis le début de ses activités dans ce pays.

Il est dès lors essentiel que la communauté internationale fasse pression pour modifier cette situation bloquée. Le boycott du pétrole nigérian serait un instrument efficace à opposer à cette intransigeance. L'argument de l'emploi brandi par la société Shell n'a de toute manière pas de base réelle, puisque seulement 84 Ogoni sont employés par la compagnie.

III. — AUDITION DE LA REPRESENTANTE DE MILIEUDEFENSIE

Le delta du Niger constitue une région fragile. L'exploitation pétrolière y a affecté de manière considérable l'environnement et la vie des populations locales. Les problèmes sont multiples : la construction d'infrastructures a eu des conséquences hydrologiques, la combustion des gaz à la torchère engendre l'une des concentrations de gaz dans l'air les plus élevées au monde (76 %, pour 0 % aux Pays-Bas et 4,3 % au Royaume Uni) et contribue significativement à créer un effet de serre; le manque d'entretien

II. — HOORZITTING MET DE VERTEGENWOORDIGER VAN DE MOSOP

De houding van de maatschappij Shell in Nigeria wordt gekenmerkt door de weigering om een oplossing voor het probleem te zoeken. Shell schuift de aansprakelijkheid af op de Nigeriaanse overheid, door voor te wenden dat ze niet weet welke activiteiten van de oliewinning nu juist dramatische gevolgen hebben voor de betrokken bevolking, noch dat de intimidatie- en repressiemaatregelen van de Nigeriaanse overheid daarmee wel degelijk samenhangen.

Het onderzoek naar de schade aan het milieu waarvan de vertegenwoordigers van Shell gewag hebben gemaakt, is eigenlijk ongeloofwaardig. De auteur ervan heeft trouwens ontslag genomen. Shell heeft over het algemeen de gewoonte aan journalisten opdracht te geven tendentieuze artikelen en verslagen te schrijven.

In werkelijkheid zijn de vervuiling en de gevolgen ervan dramatisch. De visvangst is bijvoorbeeld onmogelijk geworden. De uitstoot van gas in de lucht is aanzienlijk en, in tegenstelling tot de beweringen van de vertegenwoordigers van Shell, wordt er niets gedaan om die uitstoot werkelijk te verminderen.

De Koninklijke Shell heeft de plaatselijke bevolking evenmin vergoed, terwijl ze die mensen letterlijk hun bestaansmiddelen heeft ontnomen. Zij heeft ook geen contact opgenomen met de MOSOP, die nochtans sinds 1993 naar behoren is gemachtigd door de Ogoni-bevolking.

Tot slot wordt de zogenaamde politieke neutraliteit van de maatschappij Shell dagelijks weerlegd door de feiten, aangezien de maatschappij sinds het begin van haar activiteiten in het land gedeeltelijk is geassocieerd met de Nigeriaanse overheid.

Het is derhalve van wezenlijk belang dat de internationale gemeenschap druk uitoefent om die patsstelling te doorbreken. Een boycot van de Nigeriaanse olie kan een doeltreffend instrument zijn bij de bestrijding van die onverzettelijkheid. Het argument van de werkgelegenheid dat door de maatschappij Shell wordt aangevoerd, houdt in ieder geval toch geen steek, aangezien de maatschappij slechts 84 Ogoni in dienst heeft.

III. — HOORZITTING MET DE VERTEGENWOORDIGSTER VAN MILIEUDEFENSIE

De Nigerdelta is een kwetsbaar gebied. De olieontginning heeft er het milieu en het leven van de plaatselijke bevolkingsgroepen aanzienlijk aangetast. Er zijn velerlei problemen : de bouw van infrastructuur had hydrologische gevolgen; de affakkeling van gas veroorzaakt een van 's werelds hoogste gasconcentraties in de lucht (76 %, tegenover 0 % in Nederland en 4,3 % in het Verenigd Koninkrijk) en draagt duidelijk bij tot het creëren van een broeikas-effect. Voorts zijn er door een gebrek aan onderhoud

des installations est responsable de très nombreuses fuites et donc de pollution tant du sol que des eaux; ceci est encore accentué par l'absence de réelle opération de nettoyage, en dépit des promesses faites par la société Shell; des résidus engendrés par l'activité pétrolière sont laissés à l'abandon à proximité immédiate des sites d'exploitation; les études environnementales auxquelles se réfère la société Shell ne répondent nullement aux critères occidentaux des études d'impact sur l'environnement; les populations locales, qui ne profitent pratiquement pas des retombées économiques de l'activité pétrolière, n'ont par ailleurs guère reçu de compensations pour les dégradations causées par celle-ci, malgré leurs demandes de dédommagements.

Sur le plan légal, le monde d'exploitation adopté par Shell au Nigeria — qui diffère sensiblement des critères mis en avant par la compagnie — ne respecte pas les conditions imposées par la législation nigériane (le « *Petroleum Act* » de 1969). La compagnie viole également les différents principes des conduites auxquels elle a elle-même souscrit. Plus particulièrement, elle ne respecte pas les dispositions qui imposent le respect partout dans le monde des mêmes critères en matière d'environnement, la prise de mesures visant à rendre minimal le risque d'accident et de dommage à l'environnement et une politique de communication ouverte.

En matière de droits de l'homme, si la situation s'est détériorée dans l'ensemble du Nigeria, c'est particulièrement le cas en territoire Ogoni. Le gouvernement nigérian est certes responsable des atteintes aux droits de l'homme desquelles les forces de sécurité nigérianes se sont rendues coupables, mais Shell aurait pu essayer d'éviter une escalade — ce qu'elle n'a pas fait.

Shell a entamé une campagne de relations publiques et proclame avoir entrepris des opérations de nettoyage de la pollution causée en territoire Ogoni. « *Friends of the Earth* » ne peut toutefois confirmer ces opérations. Il n'existe par ailleurs pas d'étude indépendante sur les conséquences pour l'environnement de l'exploitation pétrolière dans le delta. Il n'est d'autre part pas certain que le projet LNG (*liquefied natural gas project*) puisse apporter une amélioration significative.

Enfin, les défenseurs de l'environnement au Nigeria n'y sont pas en sécurité, comme en atteste l'arrestation, le 5 juin dernier, de Nnimmo Bassey, président de « *Environmental Rights Action* », alors qu'il se rendait à une conférence organisée au Ghana par *Friends of the Earth*.

van de installaties talloze lekken en is er derhalve zowel bodem- als watervervuiling. Dat komt extra tot uiting doordat een echte schoonmaakoperatie ontbreekt, ondanks de beloftes van Shell. Het afval van de olienijverheid wordt in de onmiddellijke nabijheid van de ontginningsplaatsen gedumpt. De milieustudies waarnaar Shell verwijst, beantwoorden hoege-naamd niet aan de Westerse criteria inzake milieueffectstudies. Bovendien hebben de plaatselijke bevolkingsgroepen, die vrijwel niet profiteren van de economische resultaten van de olienijverheid, niettegenstaande hun verzoek tot schadevergoeding, helemaal geen compensaties gekregen voor de beschadigingen die door die nijverheid werden aangericht.

Op wettelijk vlak neemt de door Shell in Nigeria gevolgde exploitatiewijze — die aanzienlijk verschilt van de criteria die de maatschappij naar voren heeft gebracht — de voorwaarden die door de Nigeriaanse wetgeving zijn opgelegd (de « *Petroleum Act* » van 1969) niet in acht. Shell houdt zich evenmin aan de verschillende gedragsregels waarmee ze zelf heeft ingestemd. De maatschappij houdt zich in het bijzonder niet aan de regels die wereldwijd inzake milieu de inachtneming van dezelfde criteria voorschrijven, neemt geen maatregelen om de risico's op ongevallen en milieuschade tot een minimum te beperken en huldigt geen open communicatiebeleid.

De toestand op het vlak van de mensenrechten is in heel Nigeria verslechterd, maar vooral in het Ogoni-gebied. De Nigeriaanse regering is weliswaar verantwoordelijk voor de schendingen van de mensenrechten waaraan de Nigeriaanse veiligheidsdiensten zich schuldig hebben gemaakt, maar Shell had een escalatie kunnen vermijden — iets wat de maatschappij heeft nagelaten.

Shell is een public relations campagne begonnen en verkondigt overal schoonmaakoperaties te hebben ondernomen tegen de vervuiling in het Ogoni-gebied. « *Friends of the Earth* » kan die operaties echter niet bevestigen. Er bestaat bovendien geen onafhankelijke studie over de gevolgen van de olieontginning in de delta. Het is voorts niet zeker of het LNG-project (*liquefied natural gas project*) voor een betekenisvolle verbetering kan zorgen.

Ten slotte zijn de milieubeschermers in Nigeria er niet veilig, zoals blijkt uit de aanhouding op 5 juni jongstleden van Nnimmo Bassey, de voorzitter van « *Environmental Rights Action* », terwijl hij op weg was naar een conferentie van « *Friends of the Earth* » in Ghana.

IV. — AUDITION DE REPRESENTANTS D'AMNESTY INTERNATIONAL

1. Le Nigéria, un Etat sans droit

1.a. *Détention arbitraire*

Depuis 1993, des centaines de militants en faveur de la démocratie, de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes, d'hommes politiques d'opposition et de membres de l'ethnie ogoni ont été arrêtés puis incarcérés. Certains ont fait l'objet d'une détention administrative, d'autres ont été détenus au secret pendant des mois ou des années, sans avoir été inculpés ni jugés. D'autres encore ont été détenus pour de courtes périodes, souvent de façon répétée, avant de faire l'objet d'une inculpation à motivation politique et d'être libérés sous caution.

Les détenus administratifs sont apparemment incarcérés en vertu du décret n° 2 de 1984 relatif à la sûreté de l'Etat et à la détention des personnes, un décret draconien qui permet la détention pour une période déterminée, sans inculpation ni jugement, de toute personne considérée comme constituant une menace pour l'économie ou la sûreté de l'Etat.

En octobre 1994, le gouvernement a promulgué un amendement qui interdit aux tribunaux d'obliger les autorités à leur présenter les détenus, même par une procédure d'*habeas corpus*.

Des Ogoni ont également été pris pour cibles à cause de la campagne que mènent des militants de cette ethnie sur des problèmes écologiques dans l'Etat de Rivers. Des centaines de personnes ont été arrêtées sans inculpation à la suite du meurtre de quatre chefs de la communauté, en mai 1994, et plus de 40 autres personnes ont été arrêtées dans les mêmes conditions au début de 1995.

Ces graves violations des droits de l'homme ont eu lieu alors que le gouvernement impose de sévères restrictions à la liberté d'expression, d'association et de réunion, montrant ainsi clairement qu'il ne tolérera pas que sa légitimité soit remise en cause, même de façon pacifique, par des acteurs de la société civile. Les garanties du droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion, présentes dans la Constitution nigériane, se sont à certains moments trouvées annulées par une pratique habituelle chez les militaires et qui consiste à promulguer des décrets. Toute activité politique indépendante a été interdite par décret de novembre 1993 à juin 1995.

Revue et journaux indépendants ont subi des interdictions ordonnées par décret.

Le gouvernement militaire a régulièrement eu recours à des chefs d'inculpation tels que la réunion illégale pour harceler et maintenir en détention brève les opposants politiques.

IV. — HOORZITTING MET DE VERTEGENWOORDIGERS VAN AMNESTY INTERNATIONAL

1. Nigeria is geen rechtsstaat

1.a. *Willekeurige hechtenis*

Sedert 1993 zijn honderden pleitbezorgers van de democratie, verdedigers van de mensenrechten, journalisten, oppositieleden en leden van de Ogoni-minderheid aangehouden en vervolgens gevangengezet. Sommigen werden administratief aangehouden, anderen sedert maanden of jaren in het geheim gevangen gehouden, zonder beschuldigd of berecht te zijn. Sommigen werden voor korte tijd opgesloten, vaak meermaals, voor ze werden beschuldigd van een politiek misdrijf en op borgtocht vrijgelaten.

Degenen die administratief worden aangehouden, komen klaarblijkelijk in de gevangenis krachtens het decreet n° 2 van 1984 betreffende de staatsveiligheid en het opsluiten van personen, een draconisch decreet dat het mogelijk maakt iedereen die geacht wordt een bedreiging te vormen voor de economie of de staatsveiligheid voor een bepaalde tijd, zonder beschuldiging of vonnis, in hechtenis te houden.

In oktober 1994 heeft de regering een amendement aangenomen dat de rechtbanken verbiedt de overheid ertoe te verplichten de gedetineerden voor de rechtbank te laten verschijnen, zelfs niet via een *habeas corpus*-procedure.

Ook werden Ogoni gevisieerd wegens de campagne die hun militanten voeren rond de ecologische problemen in de staat Rivers. Honderden personen werden zonder beschuldiging aangehouden na de moord op vier lokale chefs, in mei 1994, en meer dan 40 anderen werden begin 1995 in dezelfde omstandigheden aangehouden.

Deze ernstige schendingen van de mensenrechten vinden plaats terwijl de regering de vrijheid van meningsuiting, van vereniging en van vergadering sterk aan banden legt en zo duidelijk laat blijken niet te zullen dulden dat haar legitimiteit zelfs op vreedzame wijze ter discussie wordt gesteld door het maatschappelijk middenveld. De waarborgen voor de vrijheid van meningsuiting, vereniging en vergadering, die in de Nigeriaanse grondwet zijn neergelegd, waren op een bepaald ogenblik onbestaande doordat de militairen er een gewoonte van maakten decreten af te kondigen. Elke vorm van onafhankelijke politieke activiteit was van november 1993 tot juni 1995 bij decreet verboden.

Onafhankelijke tijdschriften en kranten werden bij decreet verboden.

De militaire regering heeft zich vaak bediend van beschuldigingen als opruiing en onwettige bijeenkomst om de politieke opposenten te treiteren en korte tijd vast te zetten.

Chief Moshood Abiola, vainqueur des élections présidentielles organisées en 1993, est pour sa part en prison depuis juin 1994, en dépit de décisions de plusieurs instances juridictionnelles.

En ce qui concerne plus spécifiquement les Ogoni, 22 personnes au moins ont été arrêtées en janvier 1996 et placées en détention dans l'Ogoniland, après avoir tenté de tenir un rassemblement pour célébrer la Journée des Ogoni.

1.b. *Procès inéquitables*

Pour ceux qui ont fini par être inculpés et jugés depuis 1994, le processus judiciaire s'est révélé une pure comédie. Beaucoup de ces tribunaux ont gravement violé les normes internationales relatives à l'équité des procès, notamment celles contenues dans les articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Le général Abacha, le chef de l'Etat, a recours à un système judiciaire organisé par décret.

— *Le tribunal militaire spécial*

Le tribunal militaire spécial, désigné par le chef de l'Etat, a le pouvoir de juger toute personne, qu'elle soit civile ou militaire, pour trahison ou toute autre infraction commise dans le cadre d'une rébellion contre le gouvernement. Il peut prononcer une peine, quelle qu'elle soit, aux termes de la législation pénale ou militaire, mais il n'est pas tenu d'appliquer les procédures des juridictions civiles ou militaires.

Des droits essentiels ont été refusés aux accusés : le droit d'être protégés contre la torture, les mauvais traitements, d'être informés des charges retenues contre eux, d'être défendus par un avocat de leur choix et de pouvoir préparer leur défense comme il se doit, d'être jugés en public par un tribunal indépendant et impartial et de pouvoir faire appel des décisions de justice devant une juridiction supérieure indépendante.

— *Le Tribunal spécial*

Le Tribunal spécial chargé des troubles sociaux, la juridiction fédérale qui a jugé Ken Saro-Wiwa, est un tribunal d'exception distinct du système judiciaire ordinaire, constitué par le Chef de l'Etat pour juger les affaires liées aux soulèvements et troubles civils. Il doit être présidé par un magistrat et comporter un officier de l'armée en service actif. Ses verdicts et les peines qu'il prononce doivent être confirmés ou infirmés par le gouvernement militaire et il n'existe aucun droit d'interjeter appel devant une juridiction supérieure ou indépendante.

En novembre 1995, l'écrivain de réputation mondiale, Ken Saro-Wiwa et huit autres prisonniers ogoni ont été pendus pour avoir été déclarés coupables

Chief Moshood Abiola, de vainqueur van de presidentsverkiezingen die in 1993 werden gehouden, zit sedert juni 1994 in de gevangenis, ondanks beslissingen van verscheidene rechterlijke instanties.

Meer bepaald met betrekking tot de Ogoni moet worden vermeld dat in januari 1996 in Ogoniland ten minste 22 personen (misschien zelfs 50) werden aangehouden en gedetineerd, na een poging om een bijeenkomst te houden ter viering van de Dag van de Ogoni.

1.b. *Oneerlijke processen*

Wie sedert 1994 is beschuldigd en berecht, heeft moeten vaststellen dat het proces voor de rechter tot een schijnvertoning is verworden. Veel van die rechtbanken hebben op ernstige wijze internationale normen betreffende de billijkheid van het proces geschonden, met name die vervat in de artikelen 9 en 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten;

Generaal Abacha, het staatshoofd, heeft gezorgd voor een rechtsbestel dat bij decreet wordt geregeld.

— *De bijzondere militaire rechtbank*

De bijzondere militaire rechtbank die door het staatshoofd wordt aangewezen, kan iedereen vonnissen, burgers zowel als militairen, wegens verraad of enig ander misdrijf begaan in het kader van een rebellie tegen de regering. Ze kan willekeurig elke straf opleggen waarin de strafwet of de militaire wet voorziet, maar moet zich niet houden aan de rechtsgang voor de burgerlijke of militaire rechtbanken.

Fundamentele rechten worden de beschuldigten ontnomen: het recht op bescherming tegen foltering, en tegen slechte behandeling, het recht om te weten van welke feiten zij worden beschuldigd, om te worden verdedigd door een advocaat van hun keuze en hun verdediging behoorlijk voor te bereiden, om in het openbaar te worden gevonnisd door een onafhankelijke en onpartijdige rechtbank en het recht om beroep aan te tekenen tegen beslissingen van de rechter bij een hogere onafhankelijke rechterlijke instantie.

— *De bijzondere rechtbank*

De bijzondere rechtbank inzake sociale onlusten, een federale rechtbank die Ken Saro-Wiwa heeft veroordeeld, is een uitzonderingsrechtbank die buiten het gewone rechtsbestel staat en door het staatshoofd werd ingesteld om zaken te berechten die te maken hebben met opstand en onlusten. Ze moet worden voorgezeten door een magistraat en een legerofficier in actieve dienst in haar midden hebben. Haar vonnissen en straffen moeten worden bevestigd of tenietgedaan door de militaire regering en beroep bij een hogere of onafhankelijke rechter is niet mogelijk.

In november 1995 werden de wereldwijd bekende schrijver Ken Saro-Wiwa en acht andere Ogoni-gevangenen opgehangen omdat zij schuldig waren ver-

du meurtre de quatre chefs ogoni. Malgré la réprobation internationale qu'ont suscitée ces exécutions, 19 autres Ogoni doivent être jugés par le même tribunal d'exception, pour les mêmes chefs d'accusation.

La Haute Cour fédérale a décidé en décembre 1995 que le procès devait être suspendu jusqu'à ce qu'elle-même ait statué sur la constitutionnalité de la juridiction d'exception. Depuis lors, le gouvernement a sorti le décret n° 12.

— *Décret n° 12*

Ce décret, qui consolide le règne de l'arbitraire, enlève aux tribunaux le droit de contester l'autorité ou les actions du gouvernement, contrevenant ainsi à l'article 2-3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux normes établies par les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature (ONU 1985).

1.c. *La torture*

Bien qu'il ait signé la Convention des Nations unies contre la torture, le gouvernement du général Abacha se caractérise par un recours systématique à la torture et aux mauvais traitements vis-à-vis des détenus politiques.

Tous les prisonniers politiques sont détenus au secret dans des conditions extrêmement difficiles : la nourriture est insuffisante, les cellules sont surpeuplées et insalubres, les installations sanitaires inadéquates et les prisonniers ne peuvent ni faire d'exercice ni passer du temps à l'air libre.

2. L'action menée par les organisations intergouvernementales

2.a. *Les Nations unies*

Le Haut Commissaire aux droits de l'homme a lancé des appels répétés au gouvernement nigérien concernant Ken Saro-Wiwa et d'autres détenus ogoni; les rapporteurs spéciaux de la Commission ont lancé plusieurs appels conjoints au gouvernement concernant ces affaires.

Lors de sa dernière session, l'Assemblée générale des Nations unies, dans une résolution qu'elle a adoptée, s'est déclarée gravement préoccupée par la situation des droits de l'homme au Nigéria.

Elle a invité la Commission des droits de l'homme à examiner de toute urgence la situation et a recommandé à cet égard que le rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires prépare un rapport.

Lors de la 52^e session de la Commission des droits de l'homme qui s'est déroulée à Genève du 18 mars au 26 avril 1996, une résolution sur le Nigéria a été adoptée. Cette résolution constitue un progrès par rapport à l'an dernier, puisque le projet avait alors

klaard aan de moord op vier Ogonileiders. Hoewel deze executies op internationale afkeuring werden onthaald, moeten nog 19 andere Ogoni voor dezelfde uitzonderingsrechtbank terechtstaan, en voor dezelfde feiten.

Het Hoge Federale Hof heeft in december 1995 besloten dat het proces moest worden geschorst tot het zelf uitspraak had gedaan over de grondwettigheid van de uitzonderingsrechtbank. Sindsdien heeft de regering decreet n° 12 afgekondigd.

— *Decreet n° 12*

Dit decreet bevestigt de willekeur en ontnemt de rechtbanken het recht om het gezag of de handelingen van de regering te betwisten. Dat vormt een schending van de artikelen 2 en 3 van het Internationaal Verdrag inzake de burgerrechten en de politieke rechten en van de normen vastgelegd in de fundamentele beginselen betreffende de onafhankelijkheid van de magistratuur (VN 1985).

1.c. *Foltering*

Hoewel de regering van Abacha het Verdrag van de Verenigde Naties tegen foltering heeft ondertekend, worden politieke gevangenen systematisch door haar gefolterd en mishandeld.

Alle politieke gevangenen worden gevangen gehouden in uiterst moeilijke omstandigheden : onvoldoende voeding, overbevolkte en ongezonde cellen, ontoereikend sanitair en verbod om de gevangenen oefeningen te laten doen of te luchten.

2. Initiatieven van intergouvernementele organisaties

2.a. *Verenigde Naties*

De Hoge commissaris voor de rechten van de mens heeft herhaaldelijk oproepen gedaan aan de Nigeriaanse regering betreffende Ken Saro-Wiwa en andere Ogoni-gevangenen; de speciale rapporteurs van de commissie hebben over dit onderwerp gezamenlijk verschillende oproepen gericht aan de regering.

Tijdens haar laatste zitting heeft de algemene vergadering van de Verenigde Naties zich in een resolutie ernstig verontrust verklaard over de mensenrechtensituatie in Nigeria.

Ze heeft de Commissie voor de mensenrechten uitgenodigd dringend de toestand te onderzoeken en ze heeft in dit verband aanbevolen dat een bijzondere rapporteur zou worden aangewezen die een verslag moet voorbereiden over de buitengerechtelijke en willekeurige executies zonder vorm van proces.

Tijdens de 52^e zitting van de Commissie voor de mensenrechten die van 18 maart tot 26 april 1996 in Genève gehouden werd, werd over Nigeria een resolutie goedgekeurd. Die resolutie betekent een vooruitgang ten opzichte van het vorig jaar aangezien het

été rejeté. Mais les militants des droits de l'homme avaient espéré que la résolution demanderait la nomination d'un rapporteur spécial. Tel était aussi le texte proposé par les pays occidentaux. De longues tractations politiques avec des représentants d'autres continents ont finalement abouti à une résolution qui semble faire confiance au gouvernement du Nigéria, chargé de rétablir la protection des droits fondamentaux et le respect des traités internationaux. Amnesty International regrette que rien ne soit prévu pour vérifier la mise en œuvre de cette recommandation.

2.b. *Le rôle de la Commission africaine*

La Commission africaine a demandé au secrétaire général de l'OUA de faire savoir aux autorités nigérianes qu'aucun préjudice irréparable ne devait être causé aux 19 détenus ogoni en attente de procès.

2.c. *Le Commonwealth*

Suite à l'exécution de Ken Saro-Wiwa et de 8 autres Ogoni, le Commonwealth a immédiatement suspendu le Nigéria de l'Organisation. Un groupe d'action, composé de huit ministres des Affaires étrangères, a exprimé le souhait de réaliser une mission d'investigation sur le respect des droits fondamentaux dans le pays. Cette mission a été refusée par le général Abacha.

2.d. *L'Union européenne*

Le Conseil a prorogé jusqu'au 4 décembre 1996 la position commune relative au Nigéria qui élargit les mesures prises à l'encontre de ce pays.

En conclusion, le Nigéria, l'Etat le plus peuplé d'Afrique, est un pays d'une grande diversité ethnique, religieuse et linguistique. Si le respect des droits de l'homme n'est pas restauré, les probabilités vont dans le sens d'une aggravation de l'instabilité et des violations des droits de l'homme dans toute l'Afrique occidentale.

La communauté internationale doit continuer de toute urgence à prendre des mesures pour empêcher que la situation se détériore davantage dans ce pays.

3. **Rôle et responsabilité de Shell**

La section hollandaise d'Amnesty International et Pax Christi ont rédigé un mémorandum centré sur les responsabilités des entreprises multinationales pour contribuer aux engagements pris par la communauté internationale dans le cadre de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

project verworpen werd. Mensenrechtenactivisten hadden evenwel gehoopt dat in de resolutie zou worden aangedrongen op de benoeming van een bijzondere rapporteur. Dat stond ook in de tekst die werd voorgesteld door de Westerse landen. Langdurige politieke onderhandelingen met vertegenwoordigers van andere continenten hebben ten slotte geleid tot een resolutie die vertrouwen lijkt te schenken aan de Nigeriaanse regering, die ermee belast wordt de bescherming van de fundamentele rechten te herstellen en de internationale verdragen te doen naleven. Amnesty International betreurt dat in geen enkel mechanisme werd voorzien om de toepassing van die aanbeveling te controleren.

2.b. *De rol van de Afrikaanse Commissie*

De Afrikaanse Commissie heeft de secretaris-generaal van de OAE gevraagd de Nigeriaanse autoriteiten mee te delen dat de 19 Ogonigevangenen die op hun proces wachten, geen onherstelbaar nadeel mag worden toegebracht.

2.c. *De Commonwealth*

Na de executie van Ken Saro-Wiwa en van 8 andere Ogoni heeft de Commonwealth onmiddellijk Nigeria geschorst als lid van de Organisatie. Een actie-groep, samengesteld uit acht ministers van Buitenlandse Zaken, heeft de wens uitgesproken een onderzoeksopdracht uit te voeren naar het respect van de fundamentele rechten in het land. Generaal Abacha heeft die missie de toegang geweigerd.

2.d. *De Europese Unie*

De Raad heeft het gemeenschappelijk standpunt over Nigeria, verlengd tot 4 december 1996. Daardoor werden de maatregelen die tegen dat land genomen werden nog uitgebreid.

Tot slot kan gesteld worden dat Nigeria, de dichtstbevolkte staat van Afrika, een land is met grote etnische, religieuze en taalkundige verschillen. Indien de mensenrechten niet opnieuw worden gerespecteerd zal de instabiliteit en de schending van de mensenrechten in heel West-Afrika wellicht toenemen.

De internationale gemeenschap moet dringend maatregelen blijven nemen om te verhinderen dat de toestand in dat land nog slechter wordt.

3. **Rol en verantwoordelijkheid van Shell**

De Nederlandse afdeling van Amnesty International en Pax Christi hebben een memorandum opgesteld dat toegespitst is op de verantwoordelijkheid van de multinationale ondernemingen om bij te dragen tot de verbintenissen van de internationale gemeenschap in het kader van de Universele Verklaring van de rechten van de mens.

Les entreprises multinationales sont invitées à respecter une série de principes cités nommément dans les « Guidelines pour les Entreprises multinationales » de l'OCDE (1976), ainsi qu'une déclaration tripartite adoptée par l'OIT (1977).

Shell a publié un document qui décrit ses principes de conduite. Si le contenu est plutôt positif, Amnesty International et Pax Christi déplorent vivement qu'aucune référence ne soit faite aux textes des deux organisations internationales citées ci-dessus. La force normative des principes de conduite adoptés par Shell se trouverait considérablement renforcée si ces références étaient précisées.

Par rapport au Nigéria, Amnesty International et Pax Christi ont écrit, dans ce memorandum, une série de recommandations :

1. Amnesty International et Pax Christi considèrent que Shell doit interpellier les autorités publiquement, par des déclarations orales et écrites, en se prononçant contre l'usage excessif de la force par les troupes de sécurité dans les régions où est produit le pétrole.

2. Amnesty International et Pax Christi insistent pour qu'une enquête indépendante soit rapidement ouverte sur le rôle que Shell a joué dans l'approvisionnement en armes.

3. Amnesty International et Pax Christi demandent que Shell contribue à la formation des forces de maintien de l'ordre dans les régions productrices de pétrole — formation qui serait donnée conformément aux normes et aux standards internationalement reconnus.

4. Les deux organisations insistent pour que Shell intervienne instamment afin d'assurer la libération ou le procès équitable des dix-neuf Ogoni. De plus, Amnesty International et Pax Christi jugent important que Shell se prononce publiquement et travaille de manière active en faveur d'une réforme des tribunaux spéciaux, pour une administration de la justice indépendante et impartiale, pour le droit d'appel à une cour supérieure et pour le droit à la défense et l'aide juridique.

5. On demande également que Shell, éventuellement en compagnie d'autres entreprises, insiste auprès du gouvernement nigérian en vue d'obtenir la libération des syndicalistes ou, s'ils sont accusés d'un crime, pour qu'ils bénéficient d'un procès équitable, dans un délai raisonnable.

Tous les acteurs de la société — que ce soit le simple citoyen, les organisations non gouvernementales dont l'objet est la défense des droits humains ou la défense du patrimoine écologique, les autorités politiques ou les entreprises —, ont, en effet, leur contribution à apporter pour favoriser un monde humain, plus juste, sans sacrifier ni la génération présente ni celle à venir.

Daarin worden de multinationale ondernemingen uitgenodigd een reeks beginselen in acht te nemen die uitdrukkelijk opgesomd worden in de *Guidelines* voor de Multinationale Ondernemingen van de OESO (1976) alsmede in een driepartijenverklaring aangenomen door de IAO (1977).

Shell heeft een document gepubliceerd waarin het zijn gedragslijnen beschrijft. Hoewel de inhoud veel meer positief is, betreuren Amnesty International en Pax Christi ten eerste dat daarin geen enkele verwijzing opgenomen is naar de teksten van de twee bovengenoemde internationale organisaties. De normatieve kracht van de door Shell aangenomen gedragslijnen zou aanzienlijk sterker zijn indien deze verwijzingen duidelijk vermeld waren.

In verband met Nigeria hebben Amnesty International en Pax Christi in dit memorandum een reeks aanbevelingen geformuleerd :

1. Amnesty International en Pax Christi zijn van mening dat Shell de autoriteiten in het openbaar moet aanmanen, met mondelinge en schriftelijke verklaringen, door zich uit te spreken tegen het overmatig gebruik van geweld door de veiligheidstroepen in de olieproducerende gebieden.

2. Amnesty International en Pax Christi dringen erop aan dat snel een onafhankelijk onderzoek wordt ingesteld naar de rol die Shell gespeeld heeft in de wapenbevoorrading.

3. Amnesty International en Pax Christi vragen Shell een bijdrage te leveren tot de opleiding van de ordediensten in de olieproducerende gebieden. Deze opleiding zou gegeven worden overeenkomstig de internationaal erkende normen en standaarden.

4. Beide organisaties dringen er bij Shell op aan dringende stappen te ondernemen om de invrijdestelling of de billijke berechting van de negentien Ogoni te verkrijgen. Bovendien achten Amnesty International en Pax Christi het belangrijk dat Shell zich in het openbaar uitspreekt en actief optreedt ten gunste van een hervorming van de bijzondere rechtbanken, voor een onafhankelijke en onpartijdige rechtsbedeling, voor het recht beroep in te stellen bij een hoger rechtscollege en voor het recht op verdediging en rechtsbijstand.

5. Tevens vraagt men Shell, eventueel samen met andere ondernemingen, er bij de Nigeriaanse regering op aan te dringen dat de vakbondsleiders in vrijheid worden gesteld of, indien zij schuldig bevonden worden aan een misdad, dat zij een billijk proces krijgen binnen een redelijke termijn.

Alle actoren van de maatschappij, zowel de gewone burger, de niet-gouvernementele organisaties die de verdediging van de rechten van de mens of de verdediging van het ecologisch erfgoed ten doel hebben, de politieke overheid als de ondernemingen, moeten namelijk hun bijdrage leveren om een meer menselijke, rechtvaardiger wereld te bevorderen zonder de huidige of de toekomstige generatie op te offeren.

V. — DISCUSSION

M. Van Dienderen, co-auteur de la proposition, estime que le texte peut être maintenu et que les conclusions politiques, les arguments ainsi que les questions posées au gouvernement conservent leur pertinence.

M. Gehlen s'est trouvé mal à l'aise suite aux déclarations des responsables de Shell. Il estime que Shell intervient directement dans la politique locale. On peut parler dès lors de non-assistance à des personnes en danger de mort. Il n'y a aucune compensation suffisante à la destruction des terres Ogoni.

Par ailleurs, on ne sait toujours pas si Shell est disposé à participer à la création d'un Fonds de restauration de l'environnement.

VI. — VOTE

La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.

La rapporteuse,

L. CROES

Le président,

F.-X. de DONNEA

V. — BESPREKING

Voor *de heer Van Dienderen*, mede-indiener van het voorstel, kan de tekst gehandhaafd worden. De politieke conclusies, de argumenten en de vragen die aan de regering worden gesteld blijven valabel.

De heer Gehlen was geschokt door de verklaringen van de functionarissen van Shell. Volgens de spreker intervenueert Shell rechtstreeks in het plaatselijke beleid. Het gaat derhalve om het niet-verlenen van hulp aan personen in levensgevaar. Voor de verwoesting van hun gronden krijgen de Ogoni geen toereikende schadeloosstelling.

Voor het overige blijft het onduidelijk of Shell bereid is mee te werken aan de oprichting van een fonds voor milieuherstel.

VI. — STEMMING

Het voorstel van resolutie wordt eenparig aangenomen.

De rapporteur,

L. CROES

De voorzitter,

F.-X. de DONNEA